

# La Gazette des Comores

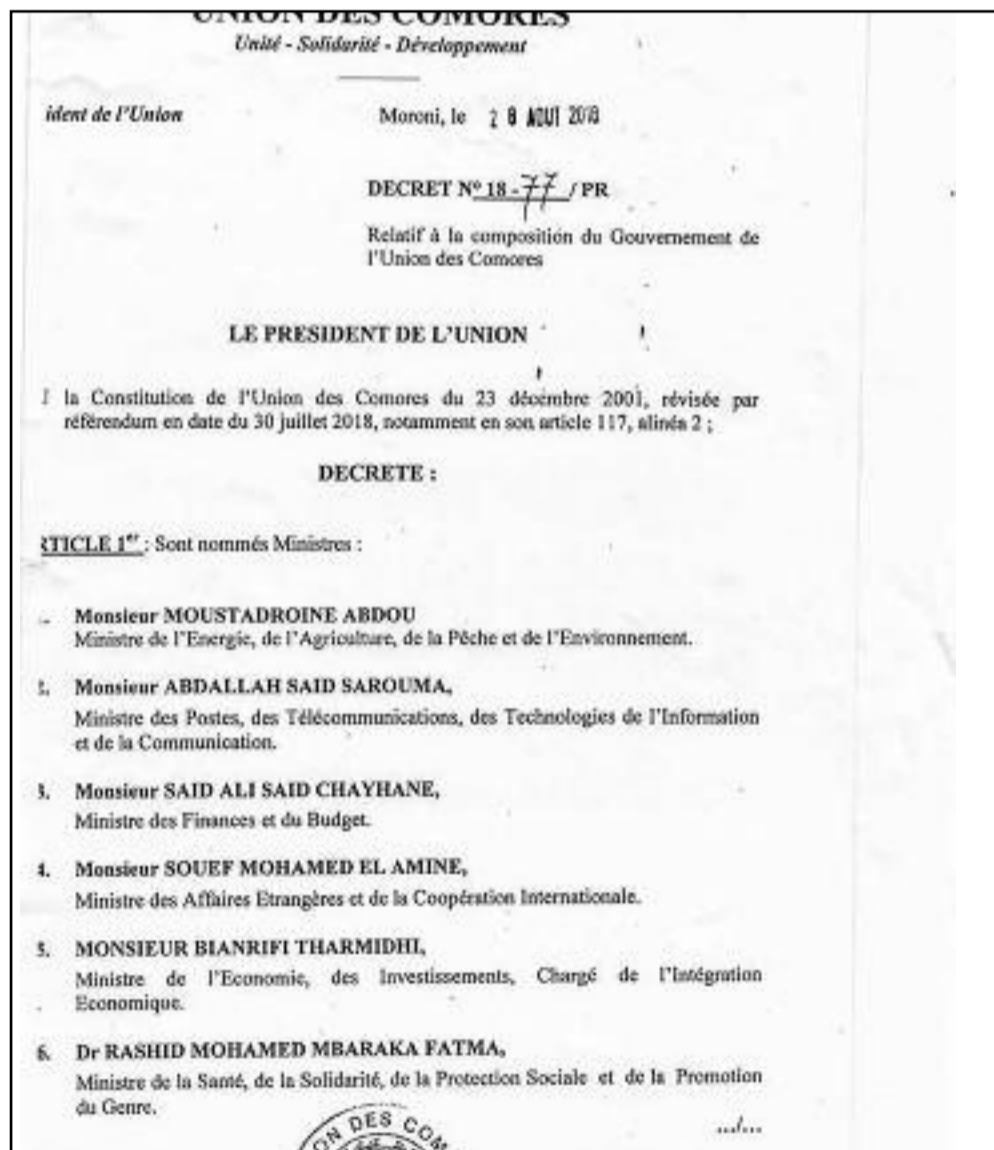
Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19<sup>ème</sup> année - N° 3226 - Mercredi 29 Août 2018 - Prix : 200 Fc

## POLITIQUE

# Le gouvernement Azali 3, sans grande surprise

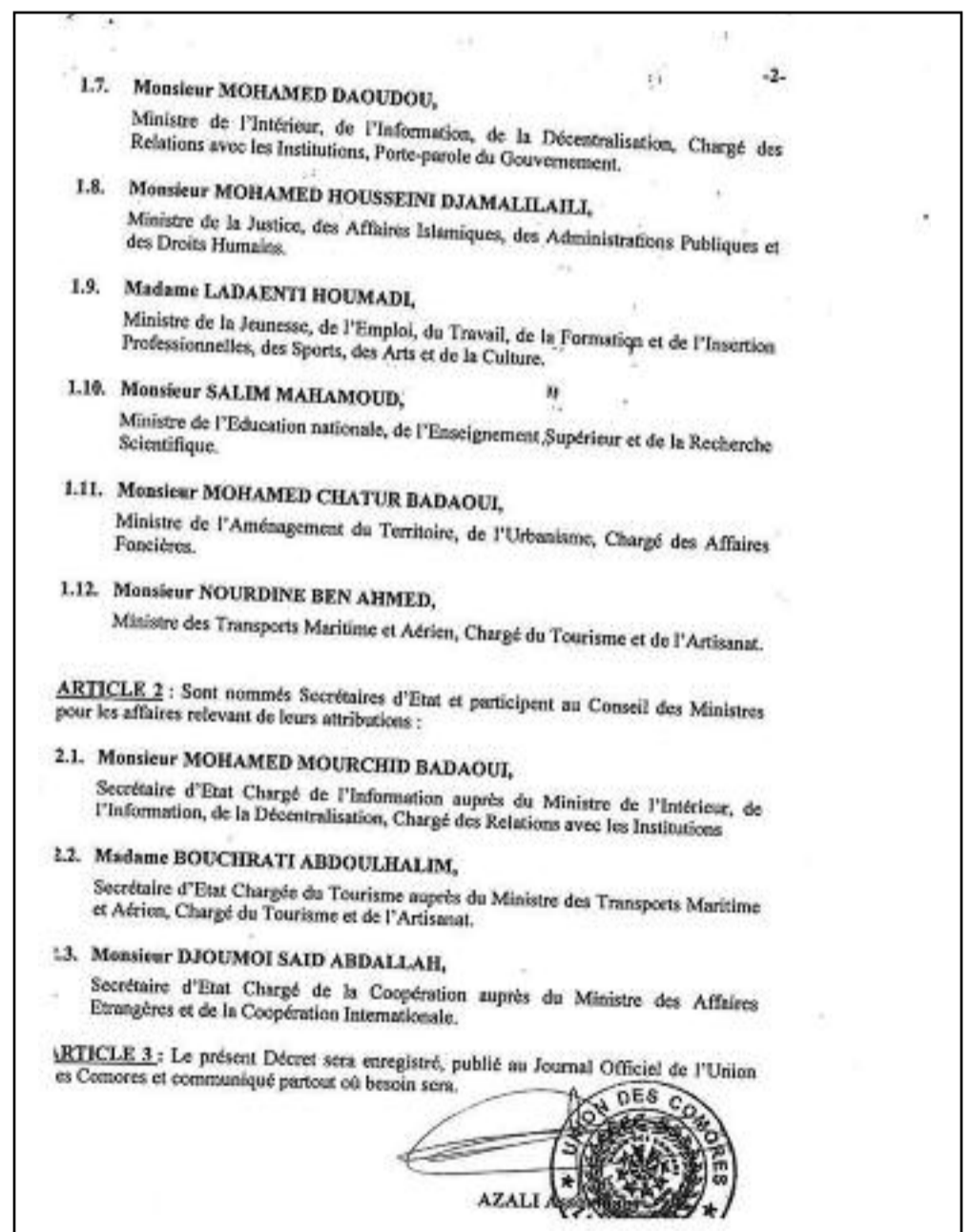


Le président de la République a dévoilé son nouveau gouvernement hier dans la soirée. Si de nouvelles têtes se font remarquer dans cette équipe de 15 membres dont 3 secrétaires d'Etat, le président Azali a gardé six de ses anciens ministres. Le gouvernement Azali 3 compte trois femmes dont deux femmes ministres et un secrétaire d'Etat.

Hier en début de soirée, avant de s'envoler pour Pékin, le président de la République a enfin nommé son nouveau gouvernement. Presque un mois après le référendum constitutionnel. Et contre toute attente, Azali Assoumani n'a pas fait de surprise ! Six anciens ministres sont reconduits, et six nouveaux arrivants. On compte deux femmes.

Le ministère de l'énergie, de l'agriculture et de la pêche est confié à l'ancien vice-président Moustadroine Abdou.

LIRE SUITE PAGE 3



Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Le Maroc, une solution pour les études supérieures

Le directeur commercial de l'école française multinationale le PIGIER au Maroc, Ben Cheikh Ahmed, en collaboration avec la directrice de l'agence SBC travel ont organisé une conférence de presse hier mardi à Moroni. Ensemble, ils ont dit leurs engagements respectifs auprès des étudiants souhaitant poursuivre une formation professionnelle au Maroc.



Ben Cheikh Ahmed directeur commercial de l'école française multinationale le PIGIER au Maroc

Depuis un an, Ben Cheikh Ahmed travaille en collaboration avec l'Agence aérienne SBC pour faciliter les bacheliers et les diplômés désirant poursuivre leurs formations professionnelles à Casablanca, surtout à Meknès, au Maroc. Trois points essentiels étaient débattus lors de cette rencontre avec la presse: faciliter les démarches, le soutien du gouverne-

ment dans le processus et les doléances touchant les apprentis au Maroc.

« Pour favoriser les démarches permettant aux étudiants d'évoluer,

nous nous mettons en correspondance avec l'Agence Marocaine de la Coopération Internationale (AMCI). Désormais au Maroc, il ne suffit pas de faire une inscription et atterrir sur

le territoire » a expliqué Ben Cheikh. Le gouvernement comorien a pour sa part dit sa disponibilité pour épauler le directeur commercial de l'école le PIGIER. Ce dernier, en liaison permanente avec l'agence SBC, s'assure de la disponibilité des vols pour les étudiants.

« Cela fait déjà 5ans que je travaille dans ces conditions. Mais l'année dernière, je me suis lié avec l'agence SBC pour éviter les difficultés que rencontrent les étudiants à l'aéroport de Maroc sur le plan des vols. Nous les accompagnons dans leurs formations professionnelles jusqu'au terme fixé », a-t-il poursuivi, avant d'ajouter que « l'Association des Etudiants Comoriens au Maroc (AECM) dans laquelle je suis membre est créée spécifiquement pour ça ».

Le directeur commercial de l'école française multinationale le

PIGIER au Maroc a dénoncé les impacts déstabilisant les formations professionnelles des apprentis au Maroc. « Les étudiants poursuivant leurs formations au Maroc, surtout ceux qui se trouvent à Meknès, arrivent en retard là-bas faute d'un ambassadeur comorien au Maroc qui pourrait accélérer les dossiers des étudiants et s'en occuper en cas d'incident », a-t-il regretté. Il fait ainsi appel au directeur de l'enseignement supérieur pour dit-il s'occuper des hébergements et prie pour que le ministre de l'éducation et ainsi que celui des affaires étrangères de "bien entretenir les relations avec le Maroc car c'est un pays qui aide beaucoup les Comoriens dans leurs études supérieures".

Kamal Gamal Abdou (stagiaire)

## CULTURE

## Les Comores et l'Inde se partagent la danse

Hier dans la soirée, une délégation indienne de 10 danseurs a fait vibrer la salle de spectacle du Palais du peuple. Un pari gagné pour le ministère de la Culture et celui des Affaires Etrangères qui cherchent dans ce déplacement, une manière de faire prévaloir les relations entre les deux pays.

Après Madagascar et Maurice, c'est au tour des Comores d'accueillir les dix danseurs contemporains indiens pour un grand show d'échange et de partage culturel. Pour Subir Dutta, ambassadeur de l'Inde en Union des Comores avec résidence à Madagascar et chef de la délégation indienne, la venue de ces jeunes devrait permettre à la société comorienne de s'enquérir d'une partie de la culture indienne. « J'espère que la jeunesse comorienne va pouvoir regarder le spectacle et en tirer

quelque chose car l'Inde est un grand pays qui a plusieurs cultures et ce soir, nous ne présentons qu'une partie avec deux danses classiques, Odissi et Kathak et une danse folklorique qui s'appelle Chhau », a-t-il expliqué.

L'ambassadeur de l'Inde dit avoir jugé nécessaire de pousser les jeunes danseurs du Lokhanda group leads à se produire sur les Iles de la Lune afin de contribuer à la coopération entre les deux pays. Et à cet effet, la fondatrice, Nibedita Mahapatra laisse entendre que « les Comores ont un potentiel dont il faut penser à préserver et à promouvoir » à savoir le tourisme et la culture. Le show d'hier soir a permis aux Comoriens d'avoir un aperçu de la culture indienne et sa diversité artistique.

Subir Dutta montre que le partage culturel est le début de tout investissement socio-économique et



L'ambassadeur de l'Inde à Moroni pour le spectacle de danse indienne

de la nouvelle coopération entre les deux Nations. « Le développement socio-économique est un terme très vaste qui demande plusieurs conditions. Emploi, commercialisation,

investissement, culture tout doit être réuni pour une mise en place idéale. L'Inde peut aider dans toutes les filières mais attend l'intervention du Gouvernement comorien pour voir

un peu loin et s'investir dans tous les domaines », a-t-il insisté.

« Il faut mettre l'accent sur deux points à savoir le tourisme qui a un potentiel non négligeable et la culture, qui est riche. Il s'agit là de deux facteurs clés », complète Nibedita Mahapatra « Puisqu'on est là pour concrétiser la culture entre les deux pays, on attend à apprendre beaucoup sur la culture comorienne », a déclaré la fondatrice du Lokhanda group leads, ravie de l'accueil qu'ils ont reçu. Il y avait dans le show d'hier soir, une sorte d'échange interculturel entre les deux pays. Nibedita a dit être prête à faire en sorte que la jeunesse comorienne ait la chance d'aller se produire en Inde pour ouvrir la danse comorienne au monde et à l'Inde.

A.O Yazid

## HABARI ZA UDUNGA

## Vers un développement inventé pas à pas, par les gens !

Il n'est pas rare d'entendre quelqu'un vitupérer contre les cadres, les accusant d'être, non pas parmi, mais d'être les responsables des maux qui rongent les îles de la lune. Accusation facile quand on sait qu'il existe des politiciens, dont la raison d'être est de vouloir diriger ce pays. Il faut cependant reconnaître que l'ensemble des acteurs présents dans l'arène nationale, contribue finalement à faire émerger une certaine confusion sur le rôle qui devrait revenir à chacun.

Aussi, il serait sans doute abusif d'affirmer que les cadres sont à l'écart de la politique. Il faudrait donc

reformuler la problématique et faire la part des choses. Si les cadres jouent un rôle non négligeable dans la sphère politique, il ne faudrait pas que ce soit l'arbre qui cache la forêt.

Chez nous dès qu'un responsable politique quitte le pouvoir, on a tendance à le considérer comme l'agneau qui vient de naître. Même s'il traîne une lignée de casseroles. Il convient donc de trouver les moyens de mieux comprendre le mécanisme de prise de décision pour mieux appréhender les responsabilités de chacun.

En termes de gouvernance, nous l'écrivons souvent, que l'on est

passé progressivement d'une volonté initiale de gestion des biens publics avec des hommes issus de la moule du colonisateur à une gestion aux mains de jeunes loups issus des années d'indépendance. Et dont la voracité n'a d'égale que leur absence de toute vision patriotique.

Nous devons prendre acte des défis du moment, et restituer au pays des valeurs qui en feront sa fierté. Pourquoi ne pas aborder les questions de développement et de la mondialisation sous l'angle du social et des communautés locales, comme nous y invitent certains analystes ?

Ceci étant dit, l'un des enjeux cruciaux de notre retard réside, peut-être, dans la manière dont nous échafaudons, à chaque lever du coq, un nouveau cadre institutionnel, conforme, peut-être à nos fantasmes, mais loin de la réalité qui gouverne la planète. Face aux dynamiques nationales et insulaires, nous avons toujours cru, que la logistique finira par suivre. Force est de constater, que ces petits calculs nous ont apportés des désillusions et beaucoup de rancoeurs les uns envers les autres.

Les responsables politiques qui sont légion dans nos îles, seraient

bien inspirés de se mettre ensemble et faire face aux défis du développement, en premier lieu la lutte contre la pauvreté. Et pour cela, ils doivent laisser l'arrogance de ceux qui prévoient le développement des autres et entrer dans une aventure partagée. Et qui consiste à aller vers un développement inventé pas à pas par les gens. Car comme le dit l'adage, « ventre affamé, n'a point d'oreille » et pour paraphraser l'ancien feu le président algérien Boumediène, « le musulman ne veut pas aller au paradis le ventre vide ».

Mmagaza

## POLITIQUE

## Le gouvernement Azali 3, sans grande surprise

L'autre vice-président Abdallah Sarouma garde ses fonctions de ministre des postes, des télécommunications et des TIC. Said Ali Said Chayhane, Soeuf Mohamed El Amine, Fatma Rashid et Mohamed Daoudou Kiki gardent leurs portefeuilles respectifs, à savoir finances et du budget, affaires étrangères et coopération internationale, santé, de la solidarité, de la protection sociale et de la promotion du genre et enfin

Intérieur, information, décentralisation chargé des relations avec les institutions et porte parole du gouvernement.

Les nouvelles têtes ne sont pas des inconnus du milieu politique. Il s'agit de Bianrifi Tarmidhi au rang de ministre de l'économie, de l'investissement chargé de l'intégration économique. Mohamed Houssein Djamalilaili a été nommé ministre de la justice, des affaires islamiques,

des administrations publiques et des droits humains. Deuxième femme ministre, il s'agit de Ladaenti Houmadi au rang de ministre en charge de la jeunesse et sport, emploi, travail et de l'insertion professionnelle. Salim Mahamoud est quant à lui nommé ministre de l'éducation nationale. Nouridine Ben Ahmed, est nommé ministre des transports aériens et maritime chargé du tourisme et de l'artisanat. On

observe l'arrivée de Mohamed Chatur au ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme chargé des affaires foncières, après avoir occupé depuis plus de 2 ans la direction générale de la société Comores Hydrocarbures.

Le nouveau gouvernement compte trois secrétaires d'Etat. Un secrétaire d'Etat chargé de l'information auprès du ministère de l'intérieur en charge de l'information en

la personne de Mohamed Mourchid Badaoui, un secrétaire d'Etat chargé du tourisme auprès du ministre des transports maritimes en charge du tourisme qui est Bouchrati Abdoulhalim et enfin un secrétaire d'Etat en charge de la coopération auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale qui est Djoumoi Said Abdallah.

Mohamed Youssouf

## ATELIER NATIONAL SUR LA RÉVISION DE L'UNDAF

## Révision de l'UNDAF pour s'aligner à la SCA2D révisée 2018-2021



Atelier UNDAF

Le secrétariat général du gouvernement, à travers le commissariat général au plan, et les Nations Unies ont organisé hier matin un atelier de validation du Plan Cadre des Nations Unies pour

L'Aide au Développement (UNDAF) des Comores. Une révision qui entre dans le cadre du processus d'alignement de l'UNDAF à la SCA2D 2018-2021 révisée.

Le gouvernement et l'équipe pays des Nations Unies procèdent actuellement à la révision de l'UNDAF 2015-2019 pour donner suite à une demande du gouvernement à tous ses partenaires pour s'aligner à la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) révisée et validée techniquement. C'est dans ce cadre que le gouvernement et l'équipe pays des Nations Unies a organisé un atelier de restitution hier mardi pour examiner et valider cette première mouture.

L'objectif de l'atelier est d'aboutir à la validation consensuelle de la première mouture du document UNDAF révisé. « Le document de l'UNDAF 2015-2019 a été révisé pour prendre en compte les priorités des nouvelles autorités et pour les besoins de la domestication de l'Agenda 2030 pour le développe-

ment durable et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine », a confié Matthias Naab, coordonnateur résident du Système des Nations Unies.

L'actuelle SCA2D révisée couvre la période 2018-2021; ainsi, le cycle de l'UNDAF a été prolongé jusqu'en 2021 pour maintenir l'alignement temporel des deux cadres de planification. Cet exercice de révision vise à assurer l'alignement de l'UNDAF 2015-2019 à la SCA2D révisée qui couvre la période 2018-2021 ainsi qu'aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et aux cibles prioritaires par le gouvernement. Cette démarche obéit aux engagements de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide à savoir l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats, la responsabilité mutuelle.

La révision de l'UNDAF en

cours s'avère une étape primordiale de ce long processus d'accompagnement et une opportunité à saisir avec l'arrivée des nouvelles réformes du Système des Nations Unies où des changements organisationnels vont être opérés à partir de Janvier 2019. « L'exercice permet à chaque secteur, chaque agence, chaque groupe, d'échanger ensemble sur les actions prioritaires afin d'assurer un alignement à la SCA2D et les Objectifs de Développement Durable (ODD) prioritaires par le pays », avance Mathias Naab. Cet atelier a mobilisé les ministères, les Organisations de la Société Civile, le secteur privé, les PTF et les agences des Nations Unies résidentes et non résidentes qui ont été impliqués dans le processus de révision.

Nassuf Ben Amad (Stagiaire)

## ENERGIE

## Mamwe, vers la fin du calvaire

Devant de hautes autorités de l'Etat dont le ministre de l'Energie, Moustoidrane Abdou, celui de l'Intérieur, Mohamed Daoudou et celui des Finances, Said Ali Chayihane, la Mamwe (Société comorienne de l'eau et de l'électricité) a lancé officiellement les travaux de renforcement du réseau électrique. L'occasion pour la société d'annoncer la généralisation des compteurs à prépaiement sur l'ensemble du territoire comorien.

Avec le projet fonds Abu Dhabi, la Mamwe a reçu un financement de 4 milliards de francs comoriens pour la réhabilitation et l'extension du réseau électrique sur l'ensemble des trois îles. Pour le préfet du centre, Salim Mohamed Soilihi, ce grand pas de renforcement de la production d'électricité et de la puissance du réseau mérite une reconnaissance officielle. Ce dernier, enthousiaste, a rappelé les responsabilités de tout un chacun pour une pérennisation de l'électricité.

« Nous sommes tous les gardiens devant toute tentative de vandalisme que quiconque voudrait perpétrer sur un ouvrage de production et de distribution de l'électricité », a-t-il martelé. Une obligation de tout Comorien à l'en croire car durant ces dernières décennies, le pays a souffert en matière de courant électrique. Le message du préfet a donc été fort et frappant. A cet effet, il a montré que les autorités ne toléreront aucun acte de tentative de fraude pour éviter que la société et l'ensemble de la population ne retombent dans le calvaire du passé.

Pour une sécurité parfaite de l'énergie électrique, Salim Mohamed Soilihi veut que chacun soit responsable et veille sur son voisin. Bacar Said Mdoihoma, directeur général de la Mamwe qui s'est félicité de l'allure qu'a pris la société ces deux dernières années garantit d'autres avancées dans les mois à venir. Ce dernier promet un renforcement des capacités du personnel pour une gestion efficace des projets à venir. « La Mamwe est aujourd'hui consciente de sa lourde responsabilité

car désormais, nous avons le devoir de pérenniser ces investissements », lance-t-il.

« C'est ainsi qu'un plan de redressement de la société est en cours d'exécution avec comme point d'origine le renforcement des capacités de nos ressources humaines pour une meilleure appropriation de toute l'ingéniosité requise pour une gestion efficace de la Mamwe », a-t-il poursuivi. Amélioration du système de facturation, de recouvrement, des recettes et la mobilité considérable des agents techniques traduisent de cette volonté. Avec un financement de 4 milliards de francs comoriens, la société se doit de faciliter l'accès à l'électricité pour tous en améliorant la puissance de son réseau de distribution.

Le patron de la société promet que dans un futur proche, avec l'arrivée des groupes électrogènes au Fuel lourd, le projet hydraulique à Anjouan et le projet solaire, les Comores devraient s'auto-suffire en énergie. Une production actuelle évaluée à 24h/24, une facturation



Visite des autorités à la Mamwe

dépassant 70%, des recouvrements allant à 80% et une augmentation de recettes atteignant 92%, la Mamwe espère qu'avec la nouvelle campagne d'harmonisation des compteurs à prépaiement, la commercialisation sera adéquate. Un an après la signature du projet entre le ministre des Finances et le Fonds Adu Dhabi d'un projet de 4 milliards de francs comoriens, le coordinateur explique que le projet sera réparti en deux.

D'abord la réhabilitation de réseau puis celle de la production avec plus de 200 transformateurs,

800 poteaux et plus de 4000 km de câble. Ce dernier laisse comprendre que la Mamwe se doit d'installer 2 nouvelles centrales de 12 Mégawatts chacune pour Anjouan et Ngazidja et un autre projet de solaire pour Mohéli. Pour sa part Moustoidrane Abdou a recommandé à la société de faire en sorte que toute la population ait accès à l'électricité à coût réduit pour accompagner la progression du pays vers l'émergence.

A.O Yazid

## VISITE DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL (CAF)

## Le développement du football au cœur des échanges

Dans sa promesse de campagne, il avait envisagé de rendre visite au 54 pays, membres de la Caf. Il avait promis d'accompagner les fédérations nationales, affiliées à la haute institution du football du continent. Depuis hier, il est en visite officielle aux Comores. Il, c'est Ahmad Amad, le patron de la Caf. Dès l'arrivée de sa délégation, il a été reçu par le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani.



Le président de la CAF à Beit Salam

Ahmad Amad, président de la Caf, a été accueilli à l'aéroport international de Moroni-Hahaya hier mardi 28 août par de nombreuses personnalités politiques et sportives. Des motos en sirène de la Gendarmerie nationale ont escorté le cortège. Au menu du planning du jour, deux visites jugées primordiales : Beit-Salam et le complexe sportif de Maluzini. A la sortie du bureau du colonel Azali, l'invité de marque déclare : « Cette visite s'inscrit dans le cadre de la feuille de route, arrêtée après mon élection à la tête de la Caf. Le précieux soutien que le président m'a apporté reste gravé au fond de moi-même. Tout à l'heure, nous nous sommes trouvés sur la même longueur d'onde. Nous nous sommes

bien compris. On a parlé du football africain en général, et des Comores en particulier. Bien entendu, un président n'aborde pas des détails ».

Selon des sources concordantes, les débats ont gravité autour du développement du football de l'Archipel et des coopérations « État-Fédération », d'une part et « État-Caf » d'autre part. « Tout s'est bien passé », assure le patron de la Caf.

Madiane Mohamed, président de la Fédération Comorienne de

Volley-ball, est aussi conseiller juridique de la présidence. Il apprécie cette visite de la Caf : « Je pense que c'est une très bonne chose pour le Football comorien, mais aussi pour tout le sport national. C'est aussi un honneur pour nous les sportifs comoriens d'accueillir dans nos murs une si haute personnalité du monde du sport. Nous avons déjà accueilli les présidents du Comité International Olympique, de la Fifa et le président sortant de la Caf. C'est un bon signe d'être visité par

de hautes personnalités du monde du sport, dans ce pays où le sport commence à se frayer un chemin, au sein de différentes organisations sportives régionales et internationales. J'encourage aussi la Ffc et son président pour cette ouverture au monde et l'efficacité de ses relations internationales ».

Après Beit-Salam, le cortège s'est dirigé vers le complexe sportif de Maluzini en construction. Le joyau de l'Archipel, construit par la coopération chinoise dans la per-

spective de l'organisation des Jeux des îles de l'Océan de 2023, a fasciné la délégation africaine. Demain, l'homme fort de la discipline sera accueilli au siège de la Ffc. Les locataires attendent un accompagnement concret.

Bm Gondet

**La Gazette des Comores**  
**Directeur général**  
 Saïd Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Saïd Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssef  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Nassuf Ben Amad (Stagiaire)  
 Kamal Gamal Abdou (Stagiaire)  
**Chronique Sportive**  
 B.M. Gondet  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Secrétaire de rédaction**  
 Sanaa Chouzour  
**Responsable commercial**  
 Rahamatouallah Youssef  
**Documentation archiviste**  
 Mariama Mhoma  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Saïd Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Ministère de l'Énergie, de l'Agriculture, de la pêche, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme



investing in rural people  
 investir dans les populations rurales  
 invertir en la población rural  
 الاستثمار في السكان الريفيين

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL FBE N° 01/2018/MEAPEATU/PREFER

Moroni le 25/08/2018

## Financement : DON FIDA N° 2000001863 – PRET FIDA N°2000001864

L'Union des Comores a obtenu un Don et un Prêt du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour financer les activités du Projet « Productivité des Exploitations Agricoles Familiales et Résilience (PREFER) ». Il a été prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce Don et de ce Prêt sera utilisée pour effectuer les paiements prévus dans le cadre de l'acquisition de son matériel de transport (les véhicules).

1. Le Ministère de l'Énergie, de l'Agriculture, de la pêche, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme par le présent Appel d'Offres National appelle les Candidats opérant en Union des Comores à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la fourniture d'un lot de quatre véhicules décrits comme suit : **Un lot unique de quatre (4) véhicules 4X4 de type Pick-Up.**

2. Les Candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations complémentaires et acquérir le dossier d'Appel d'Offres :

- au Secrétariat de l'Unité Nationale de Gestion et de Coordination du Projet PREFER, Rez de Chaussée du Bâtiment INRAPE, sis Ex-CEFADER, Mdé Bambao, BP 7575 Moroni, Union des Comores, Tél. : (+269) 334 87 30 / 344 68 58, email : nobataine06@yahoo.fr  
 - à l'Unité Régionale d'Appui Technique (URAT) d'Anjouan, Hombo, Mutsamudu, tél. (+269) 771 41 26  
 - à l'Unité Régionale d'Appui Technique (URAT) de Mohéli, Direction de l'Agriculture, tél. (+269) 772 16 81

Les horaires d'ouverture et de fermeture des bureaux du Projet sont fixés ainsi : du

lundi au vendredi de 07h30 à 14h30mn et le samedi de 7h30mn à 12h30mn.

3. Le dossier d'appel d'offres complet en français peut être obtenu par les soumissionnaires intéressés aux adresses du Projet PREFER mentionnée ci-dessus contre paiement d'un montant non remboursable de **trente cinq mille francs comoriens (35 000 KMF)** ou par chèque certifié du même montant au nom PREFER-UNCGP/URAT NGAZIDJA.

4. Le montant de la garantie de l'offre est de 1 161 000 KMF.

5. Les soumissions présentées conformément au règlement particulier de l'appel d'offres national doivent être déposées au Secrétariat de l'UNCGP / URAT Ngazidja du Projet PREFER ou dans les unités régionales d'Anjouan et de Mohéli **au plus tard le 22/09/2018 à 10 heures 00 minute (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre parvenue après ce délai sera systématiquement rejetée.

6. L'ouverture des plis aura lieu le 25/09/2018 à 09 heures 30 minutes (heure locale) dans la salle de réunion du Ministère de l'Énergie, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme par une commission créée à cet effet, et en présence des représentants des soumissionnaires qui le désirent.

Le Secrétaire Général

Youssef HAMADI